

Économie française est-elle condamnée à stagner ? (L')

Titre(s) : Économie française est-elle condamnée à stagner ? (L') [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 462

Editeur, producteur : 01/09/25

Description matérielle : pp.20-21

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : En 2024, le PIB français a progressé de 1,1 %, avec des prévisions de croissance de 0,6 % en 2025 et de 1 % en 2026 selon la Banque de France. Malgré la création de nombreux emplois ces dernières années, la production a peu progressé, entraînant une baisse de la productivité du travail, qui reste environ 5 % inférieure à sa tendance pré-Covid. Au deuxième trimestre, la France comptait 93 900 emplois de moins qu'un an auparavant, mais encore un million de plus qu'avant la crise sanitaire. La dynamique des destructions d'emplois ralentit depuis le début de l'année, mais l'OFCE prévoit 192 000 destructions d'emplois entre 2025 et 2026, ce qui permettrait une hausse temporaire de la productivité supérieure à 0,9 %, comme lors des deux dernières années où la croissance annuelle moyenne de la productivité a été de 1,3 %. La croissance future de l'économie française dépendra principalement de la productivité, la démographie n'étant plus un moteur en raison du ralentissement, voire de la régression, de la population active. Selon l'Insee et la Banque de France, la productivité devrait renouer avec son rythme passé, autour de +0,9 % par an, sans combler l'écart avec la tendance pré-Covid. L'OFCE estime que le retard accumulé depuis 2019 sera en partie rattrapé, car il était lié à des politiques publiques temporaires (apprentissage, prêts garantis par l'État, exonérations de cotisations sociales) qui disparaissent progressivement. à moyen terme, le rythme de croissance du PIB devrait se stabiliser autour de 1,2 % par an, hors crises. Ce niveau de croissance est jugé préoccupant pour la capacité à soutenir l'endettement public et à financer le système de protection sociale. Les causes de cette stagnation séculaire incluent de faibles capacités d'investissement dues au vieillissement de la population et à l'endettement, ainsi qu'une consommation moins réactive à cause des inégalités. Le potentiel de l'intelligence artificielle (IA) et d'autres innovations technologiques (biotechnologies, spatial) pourrait offrir un regain de productivité, mais cet impact sera limité si les entreprises françaises restent principalement utilisatrices et non créatrices d'innovations. Dans ce cas, les gains de productivité seraient moindres et la compétitivité réduite, car la technologie serait achetée à l'étranger, finançant les gains de productivité par le déficit extérieur. Le retard européen dans la course à l'IA et la stagnation des investissements français en recherche et développement sont jugés préoccupants. En France, la part du PIB consacrée à la R&D plafonne à 2,2 % depuis plus d'une décennie. La productivité du capital baisse tendanciellement depuis les années 1980, et il reste incertain qu'elle puisse relancer la croissance française. Certains économistes, comme Sylvain Billot, estiment que l'objectif ne doit pas être la croissance et la productivité à tout prix, mais plutôt de produire pour répondre à des besoins essentiels. Une croissance faible mais riche en emplois, par exemple via une agriculture moins intensive et plus demandeuse de main-d'oeuvre, pourrait

être bénéfique en termes de qualité de production et de financement de la protection sociale, à condition d'organiser une transition plutôt que de subir le ralentissement de la croissance.

Sujet - Nom commun : Conditions économiques -- France